

## Elaboration du budget 2017

# Une nouvelle approche dans la répartition des crédits

MSM

Libreville/Gabon

**Exit les grandes messes organisées lors des exercices précédents, le ministère du Budget et des Comptes publics a décidé d'opter, cette année, pour une démarche consistant à aller, cette fois-ci, vers les administrations. Une stratégie qui permet de toucher du doigt les réalités vécues par ces entités afin d'être moins abstraits et plus concrets au moment où des choix difficiles sont à opérer, compte tenu de la baisse des ressources de l'État.**

LES conférences de budgétisation et de répartition des crédits se tiennent depuis le 18 juillet 2016 et réunissent les techniciens du ministère en charge du Budget, les responsables administratifs et gestionnaires de crédits des différentes administrations sectorielles.

Ce qui tranche cette année avec les anciennes pratiques, c'est la forme. En effet, le ministère du Budget, et la Direction générale du Budget et des Finances publiques en particulier, semblent avoir renoncé aux grandes messes organisées lors des exercices précédents.

Pour la directrice de la Préparation et de la Programmation budgétaires, Flore Anoumbo Yenot, « l'administration en charge du Budget doit pouvoir offrir à ses usagers un service public de proximité, ce qui est indissociable de la qualité recherchée ». Selon



Photo : F.A.

La directrice de la préparation et de la programmation budgétaires, Flore Anoumbo Yenot.

elle, « cela consiste à aller vers les administrations sectorielles, qui apprécient souvent que les équipes de la DGBFiP se déploient sur le terrain pour aller à la rencontre des différents responsables, plutôt que de les inviter à se déplacer à la périphérie de la capitale, loin de leurs bureaux ».

L'autre avantage, selon elle, est que « la démarche permet également aux correspondants budgétaires, chargés de conseiller les gestionnaires de crédits dans l'identification et la définition de leurs besoins, de toucher du doigt les réalités vécues par les administrations afin d'être moins abstraits et plus concrets au moment où des choix difficiles peuvent être exigés ».

Dans tous les cas, la démarche semble appréciée par les hauts fonctionnaires représentant les administrations sectorielles que nous avons rencontrés lors de nos visites.

Innovation\* Cette année, la véritable innovation est la présence de l'ensemble des

services de la DGBFiP.

Un guichet unique est proposé au sectoriel en lieu et place du classique correspondant budgétaire. C'est ainsi que le Pôle Marchés publics est représenté pour informer le sectoriel sur les enjeux liés aux marchés publics, pour ce qui concerne en particulier les exigences réglementaires liées aux procédures de passation.

La direction de la Solde, quant à elle, participe à ces travaux afin d'aider les administrations sectorielles à actualiser les effectifs en fonction des affectations intervenues au regard des changements concernant les fonctions.

La direction du Patrimoine administratif et des Assurances sensibilise les administrations sur les questions liées aux baux administratifs, les conventions de gardiennage et de nettoyage ainsi que sur les lotissements et la sécurisation des terrains de l'Etat. Il faut également noter la présence des contrôleurs budgétaires et de la direction de l'exécution.



Photo : Aristide Moussavou

Le ministère du Budget a opté pour une approche de proximité envers les différents départements ministériels afin de mieux jauger les besoins de chacun.

Réformes\* Les rencontres qui se déroulent actuellement mettent donc un terme au cycle des réunions techniques entre le ministère du Budget et les administrations sectorielles, dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances de l'année 2017. Lequel se prépare, faut-il le rappeler, dans un contexte marqué par la baisse des ressources budgétaires résultant des faibles niveaux des cours des produits de base, notamment ceux du pétrole observés depuis 2014 et le ralentissement généralisé de l'activité économique.

Le gouvernement est tenu dans ces conditions de poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques, avec notamment la maîtrise du train de vie de l'Etat qui passe par une plus grande rationalisation des choix budgétaires, afin de préserver le pacte social et les investissements en cours dans le domaine des infrastructures économique et sociale.

Afin d'éviter les erreurs de budgétisation qui donnent lieu, en cours de gestion, à de nombreuses lettres de sollicitation à l'endroit du ministère du Budget, la ré-

partition des crédits proposée devra, insiste la DGBFiP, préserver les dépenses obligatoires, assurer le financement des dépenses inéluctables, les mesures nouvelles ainsi que les propositions de réformes et d'économies structurelles retenues dans les travaux de première phase.

« Les dépenses de personnel, notamment celles de la main d'œuvre devront être précisément détaillées par programme ainsi que celles prises en charge par les subventions des opérateurs.

Pour ce qui est de la dépense d'investissement et des activités à réaliser sur plusieurs exercices, les administrations sont invitées à présenter les coûts globaux en vue de parfaire le chantier sur la budgétisation et la programmation en AE/CP », indique un responsable de la DGBFiP.

Toutefois, soutient-on au ministère du Budget, la situation financière quelque peu difficile ne doit pas amener à supprimer systématiquement les objectifs de performance mais à les revisiter en les redimensionnant aux crédits alloués et à la capacité des services à les mettre en œuvre.

## Production de café et du cacao

# La Caistab recrute 1000 vacanciers

FA

Libreville/Gabon

**Ces jeunes seront affectés prioritairement à des tâches d'exécution, de réhabilitation et d'aide à la production. Il s'agira précisément d'activités de désherbage, de lutte et de prévention phytosanitaire ou de récolte.**



Photo : N.O

L'opération de la Caistab consiste à sensibiliser les jeunes sur les activités agricoles génératrices de revenus.

LA Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab) a annoncé qu'elle va recruter 1000 vacanciers pour aider les producteurs de cacao et de café, du 1er août au 15 septembre 2016.

Ces 1 000 jeunes seront affectés prioritairement à des tâches d'exécution, de réhabilitation et d'aide à la production. Il s'agira précisément d'activités de désherbage, de lutte et de prévention phytosanitaire ou de récolte.

Pour le directeur général

de la Caistab, Ismaël Ondias Souna, cette campagne de recrutement vise à « faire toucher du doigt aux jeunes Gabonais les réalités quotidiennes d'une exploitation de cacao-café, et plus largement celles du retour à la terre ». Elle constitue donc une étape du processus de promotion et de revalorisation des métiers du cacao-café.

« La problématique du vieillissement de la popula-

tion des planteurs est un enjeu central pour les filières cacao et café dans notre pays, il est urgent de mobiliser les jeunes pour qu'ils permettent au Gabon de révéler son vrai potentiel », a-t-il indiqué.

A la fin de l'année 2015, les filières café-cacao mobilisaient 3 000 planteurs pour des superficies exploitées en café de 600 hectares et 2 000 hectares en cacao.

Activez vos forfaits au \*222#

| Forfait        | validité | Prix     |
|----------------|----------|----------|
| 15 Mo          | 2 jours  | 200 F    |
| 50 Mo          | 7 jours  | 600 F    |
| 100 Mo         | 14 jours | 1 000 F  |
| 200 Mo         | 30 jours | 2 000 F  |
| 500 Mo         | 30 jours | 3 000 F  |
| 1 Go           | 45 jours | 5 500 F  |
| 2 Go           | 45 jours | 10 000 F |
| 4 Go           | 45 jours | 16 000 F |
| 6 Go           | 45 jours | 20 000 F |
| 15 Go          | 60 jours | 35 000 F |
| 40 Go          | 60 jours | 50 000 F |
| 200 Go         | 30 jours | 90 000 F |
| 2 Go /Net Surf | 00h-06h  | 600 F    |

Surfez à grande vitesse sur le Meilleur Réseau 4G/4G+ d'Afrique Centrale

Gabon Telecom  
L'union vous appartient

www.gabontelecom.ga | facebook.com/GabonTelecom | Hotline : 333/06 333 333